



## Les origines d'un mouvement paysan qui a fait l'histoire

**Le fondateur des Ligues Paysannes du Minas Gerais, Antônio Ribeiro Romanelli, raconte l'histoire de l'organisation dans cet État.**

Par Joana Tavares de Belo Horizonte (Minas Gerais)

Source : <http://www.brasildefato.com.br/node/8524> - 28/12/2011

Traduction : Monica Sessin pour AutresBrésils

---

*Avant le coup d'Etat militaire de 1964, les paysans et les travailleurs ruraux s'organisaient dans tout le Brésil, luttant de différentes façons pour la mise en œuvre de la Réforme Agraire<sup>1</sup>. Les Ligues Paysannes se sont répandues dans différents Etats, avec la création d'associations de droit civil alors que les syndicats ruraux étaient encore interdits dans le pays.*



*Premier Congrès National des paysans et travailleurs ruraux, organisé à Belo Horizonte en novembre 1961. Photo: portaldoprofessor.mec.gov.br.*

*Le rôle de Francisco Julião devint une référence, et d'autres avocats comme lui se rassemblèrent pour la défense des droits des travailleurs ruraux. Dans le Minas Gerais, il y eut aussi une coordination des Ligues, qui bénéficia de l'engagement de personnalités telles que Antônio Ribeiro Romanelli, qui en fut le président et qui fut même nommé par le président brésilien João Goulart pour structurer un réseau national de défense juridique dans le monde paysan. En novembre 1961, eut lieu à Belo Horizonte le I Congrès National des Paysans et Travailleurs Agricoles, lors duquel a été signé le mot d'ordre «La Réforme agraire par la loi ou par la force». Ce processus fut*

---

1 (NdTr) L'histoire de la réforme agraire au Brésil est une histoire d'opportunités perdues. Le problème agraire a commencé en 1850 avec la fin du trafic d'esclaves. La révolution de 1930 avait encouragé l'émergence d'associations de travailleurs ruraux. En 1955 sont apparues, dans l'Etat du Pernambouc, les premières Ligues Paysannes. En 1963, le Président João Goulart envoya au Congrès une proposition de réforme mais il fut renversé l'année suivante par un coup d'état militaire.

*interrompu en avril 1964, de nombreux paysans et militants furent tués et exilés. Romanelli fut emprisonné pendant quatre mois puis condamné par le AI-2<sup>2</sup> à neuf ans de prison. Il s'est exilé au Chili et de là-bas travailla à la mise en place de la réforme agraire.*

*Dans cet entretien à **Brasil de Fato**, il raconte l'histoire des Ligues dans le Minas Gerais, il explique comment le coup d'état interrompit le processus et analyse le besoin de concrétiser la réforme agraire dans le pays.*

---

### **Brasil de Fato – Comment a commencé la coordination des Ligues Paysannes dans le Minas Gerais ?**

**Antônio Ribeiro Romanelli** – Cette histoire a commencé à l'écart de tout mouvement politique. J'étais avocat, à peine diplômé. Un après-midi, sont apparus trois paysans dans mon bureau. Ils m'ont dit qu'ils étaient membres d'un groupe de 14 familles qui avaient occupé un terrain proche du barrage de Três Marias. Ils s'étaient installés, construisant leurs petites baraques, commençant à produire. Il y avait un monsieur, connu sous le nom de Neném da Peleca, qui se disait propriétaire de ce terrain et qui avait obtenu un mandat d'expulsion. Ils voulaient savoir si j'allais les défendre. Cette histoire m'a touché et j'ai décidé de voir où en était l'affaire. Alors je me suis attelé à l'histoire sur le plan juridique, pas encore politiquement. Il y avait des arguments juridiques pour empêcher leur expulsion des terres. Le Rio São Francisco était considéré comme navigable et la législation disait – comme encore aujourd'hui – que la bande de terre de 33 mètres le long du fleuve appartenait à la Marine, par conséquent à l'État brésilien. J'ai utilisé cet argument et obtenu gain de cause, après avoir recouru au Tribunal de Justice de Belo Horizonte. Mais, entre temps, les choses avaient pris une tournure politique. Il y a eu une réaction violente et moi ainsi que deux autres camarades – Antônio de Oliveira Lins et Cássio Gonçalves – avons accompagné personnellement la décision du Tribunal et l'*assentamento*<sup>3</sup> des familles. Nous nous sommes réunis et sommes arrivés à la conclusion suivante: nous ne pouvons laisser ces gens et partir parce que, sans un minimum d'organisation, ils seront encore une fois expulsés. A cette époque, l'organisation de syndicats ruraux était interdite. Nous avons étudié la chose et vérifié qu'il y avait une issue légale, qui était de se référer au Code Civil: rien ne nous empêchait de fonder une association de droit civil. Alors on a créé et fait enregistrer l'association au greffe. Puis les familles ont élu leurs dirigeants.

### **Quel genre de travail faisait l'association ?**

Le premier travail que nous leur avons proposé a été la construction d'une école. Il y avait beaucoup d'enfants en âge scolaire, qui devaient marcher huit kilomètres pour arriver à l'école la plus proche. Nous nous sommes engagés à fournir le mobilier et une enseignante s'ils construisaient un local. Pendant ce temps là, une chose étonnante est arrivée. Nous avons reçu

---

2 (NdTr) AI 2 – Les "Atos Institucionais" furent des décrets ayant pour finalité de légitimer et légaliser l'action de la dictature militaire et d'établir à son propre bénéfice divers pouvoirs extra-constitutionnels. Le AI 2 mettait fin à toutes les institutions démocratiques : élection présidentielle, partis politiques, démission de fonctionnaires ne respectant pas la politique du gouvernement, ...

<sup>3</sup> (NdTr) *assentamento* : terme utilisé pour indiquer une prise de possession de terres, légale ou non.

un don de bois du consul du Portugal pour faire les pupitres puis nous avons découvert qu'il s'agissait d'un membre de la CIA. Le syndicat des menuisiers a fait les pupitres. Les choses avaient pris de l'importance, divers syndicats urbains ont décidé d'aider, le Parti Communiste aussi. Quand les pupitres ont été prêts – c'était ces pupitres rustiques assemblés – on nous a prêté une camionnette pour les transporter, et un jeune étudiant en architecture s'est proposé pour les amener. Il a pris les pupitres dans le garage chez moi et est allé les livrer. A une guérite sur le chemin, il s'est informé sur l'endroit et là il y avait des policiers, y compris un sergent. De la manière qu'étaient emballés les pupitres ça ressemblait a des caisses. Ces officiers de police firent un rapport indiquant que j'avais envoyé là-bas une caisse avec des mitraillettes. Les pupitres étaient devenus des caisses de mitraillettes. Si on y regarde de plus près, cela a un sens. Pour des esprits aussi obtus, l'école c'est très dangereux. L'idée, le mot, est dangereux pour eux, plus encore que la mitraillette.

### **Comment avez-vous connu les Ligues Paysannes du Nordeste et Francisco Julião ?**

Nous avons appris qu'au Pernambuco il y avait un mouvement, dirigé par un collègue, avocat également, nommé Francisco Julião, qui fonctionnait très bien, et qui devenait de plus en plus en plus connu. Nous avons alors pensé que je devais aller là-bas ; nous nous sommes cotisés pour le billet et je suis parti. J'ai pu me rendre compte d'une chose très intéressante: l'origine des Ligues Paysannes au Pernambuco était la mort. Quand quelqu'un mourrait, ils prenaient le hamac dans lequel la personne dormait, ils emportaient le corps, les femmes chantaient et ils allaient enterrer la personne. Mas ils ne pouvaient abandonner le hamac, parce qu'ils en avaient besoin. Alors ils faisaient un trou et ils y jetaient le corps nu. C'est imposé alors l'idée de créer une association – également de droit civil – qui avait comme objectif la mort, c'est à dire, de créer un fond pour pouvoir acheter un cercueil et enterrer dignement les morts. Et l'affaire, c'est développé. Pour s'organiser et faire aller de l'avant l'association, ils avaient besoin de se réunir puis ils ont commencé à discuter d'autres choses que de la mort. Ils ont commencé à discuter de la vie et ils ont commencé à se demander pourquoi travailler autant, ils enrichissaient les propriétaires de plantations sucrières et ils ne pouvaient même pas mourir dans la dignité. Mais la chose a commencé à faire peur. Car tandis qu'ils discutaient de la mort, les *fazendeiros* et les propriétaires d'usines eux trouvaient ça bien. Mais quand ils se rendirent compte qu'ils discutaient de la vie, cela prit une autre tournure, ils ont vu que c'était dangereux et ils ont entrepris une campagne d'envergure nationale contre les Ligues. Mais la dynamique dialectique des réactions a fait que les Ligues ont acquis une visibilité, se sont fait connaître, leurs idées se sont propagées. Je suis revenu, sûr que là était la solution. Nous ne pouvions pas créer de syndicat, l'association n'avait pas de punch, alors on s'est enthousiasmés pour les Ligues. On a décidé donc d'introduire les Ligues Paysannes dans le Minas Gerais. On a commencé a les organiser dans quelques villes de l'intérieur. Les choses prenaient forme. On a légalisé les Ligues, en lieu et place des associations, et j'ai été élu président. Il existait déjà à cette époque le droit du travail en milieu rural, incluant le salaire minimum, les congés, mais les *fazendeiros* ne les appliquaient pas. Alors le rôle des Ligues était celui du soutien juridique – le fait que nous soyons des avocats a beaucoup joué – dans les revendications relevant du droit du travail. Et nous les avons toutes gagnées. Au fur et a mesure que nous gagnions, la réputation des Ligues Paysannes augmentait. A cette époque elles étaient une sorte de fédération de syndicats. Cela a pris des proportions et ils ont eu l'idée de créer à l'échelon national une institution pour offrir une aide

juridique et judiciaire aux paysans. Mon nom a été proposé et j'ai été nommé par Jango pour devenir le coordinateur national de cette organisation.

### **Quelle répercussion a eu le coup d'État de 1964 sur ce processus ?**

Le 1er avril 1964 j'avais le titre de transport à la main quand j'ai reçu un appel téléphonique. La personne n'a pas dit son nom, mais elle m'a dit qu'ils venaient m'arrêter et que je devais fuir tout de suite. J'ai reconnu la voix et je suis allé chez ce monsieur, où je suis resté quelque temps. Les journaux publiaient les photos, ils disaient qu'ils recherchaient l'avocat qui avait livré cinq mille mitraillettes aux Ligues Paysannes. Quand je me suis rendu compte que le Coup d'État s'installait dans la durée, je suis retourné et me suis livré à la police. C'était un interrogatoire qui n'en finissait plus. J'ai été emprisonné pendant quatre mois, puis il y a eu un relâchement, ils m'ont libéré sous condition, mais je ne pouvais pas quitter Belo Horizonte; la prison à domicile en quelque sorte. J'ai repris les plaidoiries, j'étais tranquille, jusqu'à ce qu'arrive le AI-2, c'était le transfert de tous les cas, tels que les nôtres, de civils impliqués dans des "crimes politiques" à la Justice Militaire. Ils ont institué ce qu'on peut appeler un tribunal d'exception. J'ai été condamné à neuf ans de prison. Après ça, moi et quelques camarades avons réussi à parvenir à l'Ambassade du Chili, qui était une des rares qui recevaient encore des exilés politiques et nous sommes partis là-bas.

### **Et qu'avez-vous fait au Chili ?**

Je suis arrivé, je ne parlais pas la langue, je ne connaissait pas les coutumes, et je ne pouvais pas travailler en tant qu'avocat, je devais suivre une autre formation... Je suis resté huit mois sans emploi, c'est ma famille ici qui m'envoyait 50 dollars par mois pour vivre. Jusqu'à ce qu'apparaisse un cours sur la réforme agraire, qui était le résultat de cette *Aliança pelo Progresso*<sup>4</sup> de Kennedy. C'était un cours de 18 semaines, intensif, multinational. J'ai été soutenu par quelques camarades pour suivre le cours, c'était une opportunité pour pouvoir travailler là-bas. Ça a marché pour moi, j'ai réussi à avoir un entretien qui devait durer 15 minutes mais qui a duré 45 minutes puis j'ai obtenu le poste. Mes jambes ont même flanché quand on m'a dit que j'étais embauché. Je suis allé tout droit à la poste et j'ai envoyé un télégramme à ma femme lui disant "viens". J'ai alors travaillé quatre ans pour la réforme agraire là-bas et suis revenu au Brésil en 1970.

### **Quelle est votre opinion sur le MST ?**

Je pense que le Mouvement Sans Terre est, sans le moindre doute, le fait politique le plus marquant des 100 dernières années au Brésil. Malgré toutes les attaques dont il est l'objet principalement de la part de Fernando Henrique Cardoso, qui a été le pire président, un *entreguista*<sup>5</sup> – il n'y a que la Petrobras, le Banco do Brasil et la Caixa Econômica qu'il n'ont pas cédé, faute de temps. Il a essayé d'en finir avec le MST par tous les moyens, et il est parti en laissant ce qu'il y a de pire en termes sociaux à la campagne, l'organisation de l'agro-business.

---

4 (NdTr) En 1961, le président John F. Kennedy a lancé un ambitieux programme d'aide des pays étrangers à l'Amérique Latine connu sous le nom d'Alliance pour le Progrès. Il s'agissait d'un plan de 10 ans qui demandait d'amples réformes sociales et économiques – y compris une politique plus équitable, la distribution des ressources et la réforme agraire – pour favoriser un développement accéléré et des sociétés plus justes.

5 (NdTr) Celui qui se rend sans combat ou dans le cas de FHC qui vend les biens publics au secteur privé à un prix au-dessous de sa valeur